



MINISTÈRE
DE L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES
ET DU LOGEMENT
www.territoires.gouv.fr

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE
www.developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2013

DÉAL
Guadeloupe

Novembre 2013 - Inauguration locaux DÉAL Grande-Terre - Dothémare AYMES

A

SOMMAIRE

I. MRU	4
II. ATOL	6
III. FTES	8
IV. LC	10
V. MDDEE	12
VI. RED	14
VII. RN	16
VIII. SOCA	18
IX. SG	20
X. CAB-COM...	22
XI. Chiffres	24

Éditorial

Éditorial

J'ai le plaisir de vous présenter le 3ème rapport d'activité de la DEAL Guadeloupe.

Service de l'Etat sous l'autorité de la Préfecture, la DEAL est riche de ses compétences très diversifiées issues de 4 filières d'origine Equipement, Ecologie, Industrie, Agriculture. Notre crédo : répondre aux attentes du territoire de l'Archipel Guadeloupe, en intégrant les priorités et méthodes ministérielles.

Je vous invite à découvrir l'activité 2013 des 7 services et 2 missions qui composent la DEAL qui compte 300 agents.

Je vous suggère aussi de consulter les dossiers thématiques du site internet (www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr), qui a vocation à fournir des données objectives pour le débat public, dans tous les champs de notre compétence : Energie, Déchets, ICPE, Logement, Aménagement, Eau/Assainissement, Biodiversité, Développement Durable...

Les indicateurs 2013 par domaine (comparés aux années précédentes) donnent p24 à 27 les réalisations de l'année et témoignent de l'activité.



Avec plus de 200 millions d'euros de l'État dans l'économie guadeloupéenne, les agents de la DEAL contribuent à plusieurs milliers d'emplois, ainsi qu'à la prévention des risques et la préservation de la richesse naturelle de notre archipel.

Que chacun en soit remercié ainsi que tous nos partenaires quotidiens des collectivités, associations, entreprises qui donnent du sens à cette action.

Daniel NICOLAS

Directeur de la Direction de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement de Guadeloupe

I. Mission rénovation urbaine (MRU)

La mission rénovation urbaine est chargée du pilotage, de la supervision et de l'administration locale des projets de rénovation urbaine conventionnés avec l'agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) pour le compte de cette agence, de l'État et de l'Europe.

Elle supervise notamment les projets de Pointe à Pitre et des Abymes et l'opération isolée de Basse-Terre.

La mission contribue à l'élaboration et au suivi des conventions entre les collectivités et l'ANRU. Elle suit le déroulement des opérations pour en certifier l'avancement, en assure le suivi financier et s'assure du respect des fondamentaux de l'agence (qualité architecturale et urbaine des projets, relogement des locataires, insertion professionnelle des habitants des zones urbaines sensibles).

Le préfet est délégué territorial de l'Agence. Le DéAL est délégué territorial adjoint.

Faits marquants en 2013

Éléments transversaux aux projets

Réponse par Cap Excellence à l'appel à projet « Transports collectifs et mobilités durables »
dépôt du dossier de candidature pour la phase 1a du projet du Tram Excellence
Lancement d'un double point d'étape, sur les projets des Abymes et de Pointe-à-Pitre, afin de préparer la sortie des conventions.

Abymes

Démolition de la Résidence les Colinettes 48 (1ère tranche).
Lancement des procédures Loi sur l'eau et de la DUP
Préparation de l'avenant local n°3 à la convention

Pointe-à-Pitre

Achèvement des travaux d'un éclairage public aux normes environnementales
Achèvement des travaux d'aménagement de la place du marché central
Livraison de 94 logements étudiants sur le foncier du stade.
Livraison de 253 logements sociaux dont 127 sur Lauricisque, résidences Manuella Pioche, Lynn Dorothee, Maurice Nouvel, et 126 sur le foncier du stade, résidences Pierre Antonius et Haycinthe Bastarauc.
Démarrage des travaux sur les îlots 5 et 6 du foncier du stade

Politique de cohésion sociale

Mise en œuvre du protocole insertion formation signé avec le Conseil Régional avec une première session de formation entre avril et juin 2013 de 44 personnes aux savoir-être et savoir-faire des métiers de maçon bancheur, électricien, installateur d'équipements sanitaires et étancheurs.

Perspectives pour 2014.

L'année 2014 devrait permettre la préparation des nouveaux contrats de ville, dans lesquels s'intégrera le Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPNRU), sur les quartiers présentant les plus grands dysfonctionnements urbains.

Par ailleurs les programmes actuels se doivent d'être poursuivis.

Abymes

Signature des avenants local et national de la



Cité et copropriété Chanzy



Residence pierre Antonius

convention et de la Convention GUP et de la Charte de logement

Démolition de la troisième tranche des Plaines (59 logements) et début du relogement des Capitaines (272 logements).

Démarrage des travaux d'aménagement et de logements de Grand Camp et des espaces publics et équipements au Raizet ainsi que l'Eco quartier.

Pointe-à-Pitre

Démolition des 3 tours Gabarre à Lauricisque soit 476 logements sociaux

Démolition de la barre AA à Henri IV soit 168 logements sociaux

Poursuite du relogement avant démolition de la cité (307 logements sociaux) et de la copropriété (78 logements) Chanzy

Mises en chantiers pour la construction de 178

logements sociaux en centre ancien

Achèvement des travaux du CACEB

Poursuite des travaux d'aménagement et engagement des constructions (logements et équipements sociaux) sur la place de l'an 2000 (place Henri Bangou)

Démarrage de travaux d'aménagement structurants sur Bergevin, Chanzy, Henri IV : parc du cimetière, mail à Man Réaux

Poursuite des travaux d'aménagement, de construction de logements et d'équipements sur les quartiers du centre ancien, de Bergevin, Chanzy, Henri IV, du foncier du stade et de Lauricisque.

Internats d'excellence

Relancer et finaliser le projet de signature de la convention cadre avec le Conseil Régional et le Rectorat.



Quartier de Lauricisque

II. Aménagement du Territoire et Organisation du Littoral (ATOL)

Faits marquants en 2013

L'année 2013 a été marquée par le renouvellement de l'encadrement du service (chef de service et adjoint) qui a notamment entraîné une vacance du poste de chef de service pendant plusieurs mois, par les réflexions sur le transfert à MDDEE de la mission et du personnel attaché au SIG et par le départ non remplacé d'un cadre de l'unité Affaires juridiques. Les activités n'en ont pas moins continué dans les domaines de compétence du service :

- l'aménagement du territoire par l'accompagnement des collectivités dans l'élaboration de leurs documents d'urbanisme et la promotion de la politique en faveur de la ville durable,
- la gestion du littoral en instruisant les demandes d'occupation du littoral et les demandes de cession dans la zone des 50 pas géométriques,
- les affaires juridiques dans tous les champs d'intervention de la DEAL,
- la réalisation ou le suivi d'études générales, la production, la gestion et la diffusion de données géoréférencées, d'analyses cartographiques,
- la protection des sites et la prise en compte des paysages.

Les documents d'urbanisme

Trois Plans locaux d'urbanisme (PLU) ont été arrêtés en 2013 et deux approuvés, dont celui de Pointe-à-Pitre aujourd'hui opposable.

L'objectif de l'unité reste d'inciter les communes à progresser dans l'élaboration de leurs PLU, en particulier pour assurer la compatibilité des documents d'urbanisme avec le SAR. C'est ainsi que six réunions d'association des services de l'Etat ont été organisées en 2013 pour faire le point sur l'avancement des démarches dans neuf communes (Le Moule, Gosier, Port-Louis, Petit Canal, Basse-Terre, Vieux-Habitants, Gourbeyre, Terre-de-Bas et Saint-Louis de Marie Galante).

Les évolutions récentes du code de l'urbanisme ont conduit le service à élaborer une note technique sur les nouvelles procédures d'évolution des documents d'urbanisme qui a été diffusée à toutes les communes.

La numérisation des POS et des PLU est achevée et les documents sont progressivement mis en ligne sur le site Internet de la DEAL, opération qui sera terminée au premier trimestre 2014.

La ville durable

La mobilisation des collectivités autour des thématiques de la ville durable et des éco-quartiers se poursuit. Elle s'est traduite par une participation importante lors du séminaire organisé par la DEAL les 5 et 6 décembre en présence d'un responsable du bureau de l'aménagement durable au ministère de l'égalité des territoires et du logement (METL). Deux chartes éco-quartiers (Cap Excellence et Les Abymes) ont été signées à cette occasion, et devraient se concrétiser dans les prochains mois par des opérations susceptibles de bénéficier du label national éco-quartier. Ces résultats confortent la DEAL dans son rôle d'animation de la démarche en Guadeloupe.

L'approche territoriale intégrée

La démarche sur le territoire des Grands Fonds, engagée par la DEAL en collaboration avec le Conseil régional et le Conseil général, a été particulièrement bien reçue par les cinq communes concernées : le diagnostic dressé par les prestataires de l'étude a ainsi été présenté à chacun des conseils municipaux et le comité de pilotage réuni le 17 décembre a confirmé les orientations pour la poursuite du travail : identifier les priorités d'action et mettre en place des outils adaptés à une approche globale du territoire, réaliser un programme de concertation avec la population et développer des outils de communication adaptés.

L'étude de diagnostic, comme tous les rapports produits par le service, sera référencée et consultable via le Système d'information et de documentation sur l'environnement (SIDE).



Sentier dulittoral - anse Bertrand

La gestion du domaine public maritime

Le traitement des demandes de cession dans les zones urbanisées des 50 Pas géométriques constitue l'activité principale dans le domaine de la gestion du littoral. Un retard important a été constaté dans le traitement de certaines demandes : celui-ci est en cours de rattrapage et devrait être résorbé en février 2014.

Outre l'activité courante d'instruction des demandes d'utilisation du domaine public maritime, deux interventions ont particulièrement mobilisé l'unité Gestion du littoral en 2013 : la réalisation du sentier du littoral, notamment sur la portion de Gosier au Moule, classée prioritaire, et la préparation du transfert au Grand port maritime de Guadeloupe des biens inclus dans le périmètre de la concession portuaire.

Le sentier du littoral

Les travaux de réalisation du sentier littoral ont été en partie réalisés sur les terrains publics (forêt domaniale, propriétés du Conservatoire du littoral). Le tracé de l'itinéraire sur les parties privatives et les zones urbanisées a été arrêté et l'identification des propriétaires concernés est en cours.

Le transfert de gestion au Grand port maritime a été l'occasion de clarifier, avec l'appui de France Domaine, le statut foncier de l'ensemble du patrimoine public du Port ou mis à sa disposition.

Les missions transversales

ATOL intervient au quotidien en appui de l'ensemble des services de la DEAL par l'organisation et la diffusion des données et documents cartographiques, par l'expertise juridique qu'il apporte dans la préparation des actes du service et les mémoires qu'il rédige lors de contentieux impliquant la DEAL, l'organisation des vaca-

tions de l'architecte conseil et des paysagistes conseils.

Des difficultés récurrentes en matière de ressources humaines n'ont pas toujours permis de répondre dans les meilleurs délais possibles aux attentes des services commanditaires et des choix dans les priorités ont dû être effectués afin de répondre au mieux aux nombreuses sollicitations des autres services.

Les chantiers prioritaires de 2014...

L'accompagnement des communes dans l'élaboration des PLU reste une priorité, notamment pour assurer la compatibilité avec le SAR qui doit avoir été réalisée avant la fin de l'année 2014.

La poursuite de la mobilisation autour de la politique de la ville durable se concrétisera par des actions de formation des élus et des agents des collectivités aux pratiques de la ville durable, en partenariat avec la DEAL Martinique.

Afin de donner une plus grande cohérence aux interventions de l'Etat, un document de stratégie pour le littoral sera élaboré en 2014 en concertation avec l'ensemble des partenaires concernés. La création d'un sentier littoral continu du Gosier au Moule se poursuivra par l'achèvement des travaux nécessaires sur les terrains publics et la mise en place des servitudes de passage le long du littoral et pour les accès aux plages d'ici à la fin de l'année 2014.

L'achèvement de l'étude sur les Grands Fonds et la poursuite de la démarche à l'initiative des collectivités, le classement au titre des sites de la Grande Vigie et des Monts Caraïbes, l'amélioration de la mise à disposition des données d'information géographique constituent également des projets d'importance pour le service ATOL en 2014.

III. Financements, Transports, Économie et Sécurité (FTES)

Faits marquants en 2013

PÔLE TRANSPORTS ÉCONOMIE

■ Gestion et contrôle des transports terrestres

L'année 2013 a été une année de changement pour l'unité avec l'arrivée d'un nouveau chef d'unité, la reconversion d'un instructeur du registre en contrôleur des transports terrestres, la validation du recrutement d'un troisième contrôleur (arrivée prévue en mai 2014), la validation de la constitution d'un binôme en charge de la gestion du registre de transport de voyageurs (recrutement en cours), l'arrivée d'une nouvelle assistante d'unité et le changement d'adjoint d'unité. L'année 2014 devrait être une année de stabilisation.

Le travail avec les transporteurs s'est poursuivi en 2013, dans l'instruction des dossiers, mais aussi avec les autorités organisatrices des transports (AOT) et notamment les communautés d'agglomération et de communes nouvellement créées qui commencent à prendre en main leurs nouvelles compétences en termes d'organisation des transports.

Enfin, il faut évoquer la première session d'examen de capacité professionnelle en transport léger de marchandises et de voyageurs. En transport léger, l'organisation et la gestion des examens sont désormais réalisées par les organismes de formation, après agrément délivré par la DéAL.

■ Déplacements et Observatoire Régional des Transports

En premier lieu, l'année 2013 a été marquée par l'accompagnement de la démarche de Cap Excellence de mise en place d'un tramway dans l'agglomération centrale. Cela a conduit au dépôt d'un dossier en septembre dans le cadre du 3ème appel à projets lancé par l'Etat « Transports collectifs et Mobilités durables » et à la rédaction par le service de l'avis circonstancié local des administrations de l'Etat sur le dossier.

Dans le cadre des activités de l'Observatoire Régional des Transports (ORT), sont à citer notamment : la restitution de l'étude de desserte de la ZAC Providence (alternatives au véhicule parti-

culier) auprès des aménageurs, des collectivités et des entreprises du secteur, le lancement de l'étude « vélo » sur la prise en compte des déplacements cyclistes dans l'offre de mobilité en Guadeloupe (la phase diagnostic est terminée, la suite en 2014 avec les potentialités et enjeux), ou encore l'organisation en octobre de la journée technique consacrée aux mobilités actives et aux nouveaux services de mobilités, en partenariat avec le CAUE.

En 2013 la démarche d'élaboration du schéma régional des infrastructures et des transports (SRIT) s'est poursuivie, pilotée par la Région et accompagnée par la DéAL. Il est prévu qu'elle aboutisse mi-2014.

Le dernier point concerne le « Bruit » et la prise des arrêtés préfectoraux arrêtant la cartographie stratégique des infrastructures routières de plus de 3 millions de véhicules par an. Les collectivités et gestionnaires doivent maintenant se lancer dans l'élaboration de leurs plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE).

■ Cellule Départementale de sécurité Routière



L'année 2013 a été marquée par le changement d'acteurs que ce soit au niveau de la préfecture qui exerce une autorité fonctionnelle, avec le changement de préfet et directeur de cabinet ou au sein de l'équipe de l'unité CDSR. Dans ce contexte de changement, les agents de l'unité ce sont attelés à mener à bien les missions de l'unité, que ce soit au sein de l'Observatoire avec la saisie, l'exploitation et la diffusion des chiffres de accidentologie ou au sein de la coordination pour la réalisation des actions, en lien avec l'ensemble des partenaires et les béné-



Formation - Education routière

voles intervenants départementaux de sécurité routière (IDSR).

Il faut noter en 2013 l'accent mis sur les campagnes de communication médias, avec de gros efforts consentis pour la réalisation et la diffusion de spots radios et télévisuels.

■ Éducation Routière



action-en-lycee

L'année 2013 a vu la poursuite de la démarche d'harmonisation des pratiques entre les inspecteurs du permis de conduire. Par ailleurs, pour des problèmes techniques, la mise en œuvre de la procédure dématérialisée (FAETON) a dû être reportée.

Des échanges réguliers avec les représentants des professionnels enseignants de la conduite ont eu lieu, les points sensibles étant : le nombre d'examens de permis de conduire, les délais d'instruction des dossiers et les conditions d'accueil des autos école et des candidats. Ces échanges réguliers, dont il est prévu qu'ils perdurent en 2014, permettent d'avancer tous ensemble, d'anticiper des problèmes et de trouver des solutions, pour un meilleur service public rendu.

PÔLE EUROPE-FINANCEMENTS

Le pôle Europe – Financements du service FTES intervient dans la gestion des fonds européens pour le compte du préfet de région et assure le suivi de 60% de l'enveloppe FEDER totale, soit 320 M€ de subvention.

Faits marquants en 2013

L'année 2013 a été marquée par un maintien du niveau de programmation avec 47 dossiers programmés pour un coût total d'environ 98,5 M€, soit un montant FEDER de près de 41,5 M€. La programmation a porté principalement sur les objectifs 2.1 (déchets), 2.2 (eau-assainissement), 3.2 (améliorer les conditions maté-

rielles de formation) et 3.3 (rénovation urbaine et centre-bourgs).

Les perspectives de la fin de gestion du PO 2007-2013 ont conduit les services du SGAR à identifier des opérations à programmer en priorité d'ici la fin du programme et des opérations en attente (qui seront programmées en fonction des disponibilités budgétaires). Le FTES, avec l'aide des services instructeurs de la DEAL, s'est fortement impliqué dans l'élaboration de cette liste.

Les engagements ont été tenus par la DEAL tant au niveau de la programmation que de la certification des dépenses et ont permis de contribuer efficacement à l'évitement du dégageant d'office.

En 2013, la DEAL a également activement participé à la rédaction du prochain programme opérationnel (PO) FEDER 2014-2020 dont l'autorité de gestion sera la Région Guadeloupe. Elle a ainsi participé aux différents comités techniques et de pilotage et n'a eu de cesse de défendre les politiques prioritaires du ministère (eau potable / assainissement, rénovation urbaine, parasismique, aménagement du territoire, transports, biodiversité).

La DEAL s'est également fortement impliquée dans la préparation du prochain CPER 2014-2020 et a, à ce titre, co-piloté avec la Région 4 ateliers thématiques : Infrastructures et services collectifs de base, Aménagement durable du territoire, Environnement – énergie, Mobilité multimodale.

Les perspectives pour 2014

2014 sera l'année de la préparation des opérations de clôture du PO FEDER 2007-2013. Ainsi, en vue d'une clôture efficace du programme, la priorité sera donnée aux travaux de certification et d'archivage des dossiers.

L'année 2014 sera également l'année de la validation par la Commission européenne du prochain PO FEDER 2014-2020 et de la définition des modalités locales de gouvernance de ce nouveau programme (gestion, pilotage, suivi, instruction).

Les opérations de clôture et d'évaluation du CPER 2007-2013 commenceront en 2014. L'élaboration du prochain CPER 2014-2020 devrait également aboutir courant 2014.

IV. Logement et Construction (LC)

Faits marquants en 2013

En matière de connaissance du territoire en vue de la construction d'une politique du logement adaptée au contexte local et à ses enjeux :

- Aboutissement de l'étude proposant un diagnostic et mettant en lumière les enjeux stratégiques en matière d'habitat.
- Publication du dossier logement élaboré en partenariat avec l'INSEE.
- Élaboration d'un guide méthodologique sur le logement dans les PLU et diffusion des données via le porter à connaissance et les avis sur les PLU.

1600 Logements locatifs financés dont 150 dans le cadre de la résorption de l'habitat insalubre et 200 en revitalisation urbaine.

Pour réduire les coûts des opérations et accroître l'offre de logements sociaux, la DEAL a lancé un appel à projet visant à mettre gratuitement à disposition des bailleurs 6 ha de terrains État.



GRU-HI BILAN 2013

Le Pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne, dont le service assure le secrétariat, organise les premières formations des acteurs sociaux et prend sa part dans l'effort national de lutte contre la pauvreté. En 2013 : 21 opérations de résorption de l'habitat insalubre en cours pour un coût de 10M€.

Après une longue phase de formation en vue de leur assermentation, les agents de contrôle de la qualité de la construction ont pu traiter une trentaine de chantiers pour assurer la bonne diffusion et le respect de ces règles. Une étude du coût de la mise en conformité parasismique de maisons individuelles lors des travaux d'amélioration de l'habitat est également conduite.

Implication du service dans le bon déroulement des déménagements (suivi de la construction, préparation de l'archivage, mise en exploitation énergétique...), avec un événement notable en 2013 : l'intégration des nouveaux locaux de la DEAL à Dothémare.

Perspectives pour 2014

L'année 2014 est marquée par la mise en place des intercommunalités, qui seront tenues d'élaborer un programme local de l'habitat (PLH). Les informations recueillies à l'occasion des études habitat seront mises à profit dans le cadre de l'accompagnement de ces intercommunalités dans la préparation de leur document de planification.

Elles serviront aussi à négocier avec les communes les nouvelles conventions d'actions foncières (CAFO), déclinaisons opérationnelles de projets de développement territoriaux qui devront associer 3 objectifs :

- L'objectif légal d'accroissement de l'offre de logement social,
- Redynamiser les centres-bourgs,
- Réduire les coûts et délais de réalisation en mobilisant du foncier public.

La production de logement social conserve en 2014 son rythme annuel d'environ 1500 unités en déclinant ces nouvelles CAFO.

L'aide à l'accession à la propriété et à l'amélioration du parc privé continue à mobiliser une dizaine de millions d'Euros, avec une nouvelle



GRU-HI BILAN 2013

opération d'ampleur ciblant le centre-ville de Pointe à Pitre pour 2014 - 2019.

La lutte contre l'habitat insalubre se poursuit (8 M€ en 2014).

Une action forte d'identification et de localisation menée avec les communes viendra compléter l'observatoire nominatif de l'habitat indigne. Le service prend sa place dans l'élaboration et la mise en œuvre du nouveau programme national de renouvellement urbain.

L'effort visant une meilleure connaissance du parc s'étend à l'aspect énergétique avec un appui du service à l'effort de diagnostic et d'adaptation du parc aux exigences d'économies d'énergies

piloté par l'ADEME. Les coûts de la construction devraient également être mieux analysés avec la mise en place d'une cellule économique régionale de la construction prévue, en lien avec le FTES, en 2014.

Poursuite du travail de réponse aux besoins en construction des administrations : tribunal administratif et DEAL/DAAF : le déménagement des agents de St Phy vers le jardin botanique est programmé au 1er semestre 2014.

Une mission plus originale en 2013/2014 : l'association avec le Parc national de Guadeloupe sur la construction de l'espace d'accueil de des lamantins.



GRU-HI BILAN 2013

V. Mission Développement Durable et Évaluation Environnementale (MDDEE)

La Mission Développement Durable et Évaluation Environnementale (MDDEE) est l'une des trois missions transversales qui composent la DEAL-Guadeloupe depuis sa création en janvier 2011. Le développement durable est en effet un concept éminemment multi-thématiques et multi-partenariale qui a justifié la création d'une mission spécifique intrinsèquement transversale. En cela, elle se distingue nettement des deux autres missions dont les champs d'actions sont géographiquement circonscrits pour l'une (Mission Rénovation Urbaine -MRU-) et fonctionnellement définis pour l'autre (Mission Pilotage et Stratégie -MPS-).

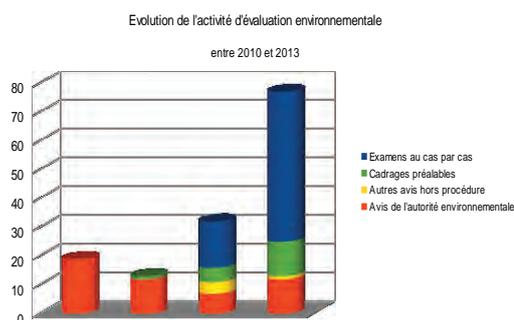
MDDEE, placée auprès du directeur, s'organise autour de trois pôles :

▪ **Pôle Évaluation Environnementale (EE)**, qui met en œuvre la réglementation nationale en matière d'évaluation environnementale des projets, plans et programmes (cadrage préalable, préparation des avis de l'Autorité environnementale, instruction des demandes d'examen au cas par cas..).

▪ **Pôle Développement durable** dont l'objectif est de promouvoir le développement durable dans les politiques publiques et auprès des acteurs de la nouvelle gouvernance à 5 (société civile, collectivités Établissements publics...) et mettre en œuvre au niveau régional les politiques nationales dans ce domaine (Agenda 21, éducation au développement durable, mécénat d'entreprise, Plan de l'Administration Exemplaire, soutien aux associations de l'environnement, économie verte...).

▪ **Pôle Information-données environnementales** qui vise à assurer la diffusion et la synthèse de l'information relative aux données environnementales en Guadeloupe (Mise à jour du Profil environnemental régional et des chiffres clés de l'environnement, suivi des indicateurs territoriaux de l'environnement et du développement durable, mise à jour du SIDE...) et dans les domaines particuliers de la construction et du logement, assure la collecte, le traitement et l'analyse des données, avec l'appui du SOeS (SITADEL et RPLS).

1 - Activités d'Évaluation environnementale.



L'année 2013 marque le pas sur le nombre de dossiers (77) enregistrés pour instruction au pôle EE. Les réformes de l'EE des projets, plans et programmes en juin 2012 et en janvier/février 2013 ont produits leurs effets, en imposant significativement la nouvelle procédure au cas par cas, qui représente à elle seule 52 dossiers, dont 21 pour des défrichements de moins de 0,5ha.

Les autres instructions concernent des demandes de cadrage préalable (12), des avis de l'Autorité environ-

nementale locale (12) et 1 avis hors procédure locale (Grand Projet de Port, pour lequel l'Autorité environnementale compétente est le CGEDD).

Par arrêté préfectoral n°2013-024 du 14/02/2013, le DÉAL a désormais délégation pour l'ensemble des actes relatifs à l'instruction des demandes d'avis de l'AE et de la procédure cas par cas et la signature des arrêtés relatifs à la nécessité ou non de réaliser une étude d'impact dans le cadre de la procédure d'examen au cas par cas.

La publication des avis et arrêtés est faite en ligne sur le site internet de la Déal et donc accessible au public comme le prévoit la réglementation.

La répartition et le nombre de dossiers instruits en 2014 devraient connaître certains changements du fait :

- de l'entrée en vigueur de la réforme de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme (décret du 23 août 2012) qui impose une EE à tous les PLU en cours d'élaboration en Guadeloupe ;
- de l'application du décret n°2013-1030 du 14/11/2013 qui dispense d'examen au cas par cas les défrichements d'une surface inférieure à 0,5 ha.
- de l'adoption par le CRFPF (Commission Régionale



Semaine de l'environnement Destreland

de la Forêt et des Produits Forestiers) en 2014, de la doctrine sur le défrichement proposée par la DAAF ;
 ■ et de la finalisation des nouveaux programmes opérationnels européens et du CPER 2014-2020.

2 - Activités du Pôle Développement Durable.

L'activité du pôle « promotion du développement durable » a été marquée notamment par ses actions au profit des associations de protection de l'environnement :

- nouvelle offre de formation de 35 heures réparties sur 4 thématiques: prendre ses fonctions au sein du bureau, la fonction de trésorier (initiation et approfondissement), et la démarche partenariale. 10 associations ont pu en bénéficier.
- instruction de 25 projets d'associations dont 21 ont été subventionnés, après avis de la première commission d'attribution des aides de la DEAL regroupant d'autres services de l'Etat (DJSCS, PNG).
- rencontre avec la Fondation Nicolas Hulot et participation au 1er Salon des consommateurs de Guadeloupe
- mise à jour de l'annuaire des associations de l'environnement de la Guadeloupe.

Le pôle s'est également investi dans diverses opérations de promotion du développement durable avec ses partenaires du PREDD (Pôle Régional Environnement et Développement Durable) comme Pâques à la plage ou la semaine de l'environnement à Destreland.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale du Développement durable issue de la première Conférence environnementale, et en continuité des démarches « Grenelle », plusieurs actions ont été menées localement par la DÉAL pour donner un sens à cette « Transition écologique » : débat public sur la transition énergétique, consultation sur le projet de loi biodiversité ou modernisation du droit de l'environnement, accompagnement des démarches Agenda 21 des communes de St Claude et Morne-à-l'Eau, promotion des emplois d'avenir « vert », réalisation du BEGES de la DÉAL.....

3- Pôle Informations-données environnementales.

Après l'édition du « Profil environnemental de la Guadeloupe », les chiffres clés de l'environnement ont pu être finalisés et également mis en ligne sur le site de la DÉAL.

Ce document traite des thématiques suivantes : Cadre de vie ; Eau ; Biodiversité ; Énergie ; Ressources : espaces ruraux et maritimes ; Pollution et déchets ; Risques.

Deux sources ont été mobilisées pour produire les données renseignées dans le cadre de cet état de l'environnement 2012 :

- «à dire d'expert», par demande directe aux acteurs locaux
- par le biais d'extractions issues de la base de données EIDER (élaborée par le service « Observation & statistiques »(SoES) du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie) ou de l'INSEE.

Le territoire concerné est celui du département de l'archipel Guadeloupe. Les informations relatives à la Collectivité de Saint-Martin ne sont pas prises en compte, ce qui n'était pas toujours le cas jusqu'à présent, rendant difficile toute comparaison

Le Système d'Information Documentaire de l'Environnement (SIDE), accessible en ligne, continue d'être alimenté régulièrement. Il comptait au 31 décembre 2013 , 691 références.

Avec l'appui du réseau métier « documentation », cette activité devrait monter en puissance en 2014.

Par ailleurs, à l'instar des démarches déjà engagées au niveau national ou régional, les « indicateurs du développement durable de la Guadeloupe » seront finalisés et publiés en 2014 en collaboration avec l'INSEE.



VI. Risques Énergie Déchets (RED)

Faits marquants en 2013

La mission déchets Europe a activement participé aux discussions au plus haut niveau pour permettre la constitution du montage financier du grand projet de plate-forme multifilière de traitement des déchets non dangereux de la Garbarre. Cette installation structurante appelée par le PDEDMA est un objectif stratégique majeur pour la Guadeloupe.

Pôle risques technologiques déchets

La doctrine "éviter - réduire - compenser" s'est concrétisée du manière exemplaire autour du projet d'extension de la carrière de Rivière Sens : grâce à l'appui du parc national de la Guadeloupe, 3 ha d'espace boisée extérieurs seront mis en valeur pour 1 ha exploité.

Le séminaire organisé le 26 septembre a été l'occasion de présenter à l'ensemble des professionnels de la Guadeloupe le schéma départemental des carrières, outil d'aide à la décision pour la gestion de la ressource minérale et la préservation de l'environnement.

Le plan de prévention des risques technologiques de la pointe Jarry, approuvé en septembre 2011, a vu sa concrétisation en décembre par la mise en place du financement des mesures foncières pour permettre le délaissement de 4 bâtiments

industriels dans la zone exposée aux risques.

Pôle risques naturels

L'année 2013 a permis l'élaboration du plan d'action et de prévention des inondations (PAPI) des grands fonds sur les six communes des Abymes, de Pointe-à-Pitre, de morne-à-l'Eau, du Gosier, de Ste-Anne et du Moule. La large concertation avec les collectivités et le travail de pédagogie menés par le pôle ont permis d'atteindre cet objectif ambitieux.

Le pôle a préparé l'évolution du pan séisme Antilles vers sa phase 2, qui sera davantage orientée vers le confortement parasismique des bâtiments concernés.

Le pôle a reçu deux missions nationales durant l'année 2013 : le SCHAPI en avril pour étudier la possibilité de mise en place d'un service de prévision des crues, et le CTPBOH en décembre pour approfondir l'étude du projet de construction du barrage Moreau.

Pôle énergie climat véhicules

La tentative de mise en place d'un contrôle technique adapté (modification des arrêtés ministériels, investissement privé d'un centre de contrôle) pour les véhicules légers de la Désirade a finalement été abandonnée en cours d'année faute de soutien de la part de la municipalité qui l'avait pourtant souhaitée initialement.



Carrière - Rivière Sens - Gourbeyre



École primaire de Moulin à eau à Capesterre belle Eau

Le pôle a pris en charge l'organisation locale du débat national sur la transition énergétique en mai, avec une forte participation des différents acteurs et un succès reconnu.

Le bilan d'émission des gaz à effet de serre (BEGES) de la DEAL a été réalisé en décembre dans les délais grâce à la forte implication du pôle sur le sujet, plaçant le service en tête des administrations de la Guadeloupe sur ce sujet.

Perspectives pour 2014

Pôle risques technologiques déchets

L'année devrait voir le lancement de l'instruction ICPE de la plate-forme multifilière de traitement des déchets non dangereux de la Gabarre, ainsi que celle du projet de centrale thermique de Marie-Galante.

Le pôle suivra en liaison avec les collectivités majeures la révision du PPGDND (ex PDEDMA) et du PPGDD (ex PREGEDD). La première décharge réhabilitée (le Moule) devrait être suivie par Capesterre de Marie-Galante et Terre de Haut.

Dans le cadre des actions nationales, le pôle poursuivra les actions de lutte contre les activités illicites en matière de VHU et carrières.

Pôle risques naturels

La révision des PPRN doit démarrer avec la prise en compte des résultats de l'évaluation menée en 2013.

La labellisation du PAPI des grands fonds avant la fin de l'année est un objectif ambitieux qui devrait pouvoir être atteint.

2014 doit être l'année de la finalisation de la cartographie des territoires à risques d'inondation importants et de l'évaluation environnementale et de la consultation du public dans le cadre de la directive inondation.

La deuxième phase du PSA démarrera cette année avec appui du FEI.

Pôle énergie climat véhicules

Le pôle assurera le suivi des plans climat énergie territoriaux (PCET) élaborés par les collectivités et des BEGES réalisés par les « obligés ».

Après une année difficile, le renouvellement en janvier de la gouvernance de l'AASQA doit permettre la remise en route de Gwadair (agrément, subvention).

La première fourrière de Guadeloupe devrait être installée dans la zone de l'aéroport pôle Caraïbes.

VII. Ressources Naturelles (RN)

Police de l'environnement

La coordination des polices de l'environnement a permis d'opérer un suivi régulier du **plan de contrôle interservices** triennal. L'heure est aujourd'hui au bilan est à la construction du plan 2014-2017.

Les dossiers du Grand Port, le risque de contentieux relatif à la directive « Eaux Résiduaires Urbaines », la régularisation des ouvrages hydrauliques, l'accompagnement de la Chambre d'Agriculture pour la régularisation des prélèvements d'eau pour l'irrigation, ont largement rythmé le plan de charge du Pôle eau.

En matière de continuité écologique, la mise en œuvre du classement des cours d'eau devrait intervenir au premier semestre 2014, après un travail important de concertation mené en 2013.

Planification et DCE

L'année 2013 a vu débuter les travaux de **révision du SDAGE** (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux), en particulier la consultation du public sur les grandes questions du Bassin hydrographique. Plus de 5000 réponses ont confirmé l'intérêt du public pour la ressource en eau et les milieux aquatiques. En 2014, les travaux liés à la révision de l'état des lieux et la formalisation de la stratégie 2016-2021 animeront l'activité du service dans ce domaine.

Le transfert à l'Office de l'Eau des **réseaux de surveillance** « eaux côtières » est effective depuis septembre 2013, obéissant à la nouvelle ligne de partage des missions entre l'Office et la DEAL.

L'**adaptation des indicateurs** permettant de qualifier l'état de la ressource en eau se poursuit en outre-mer avec la définition d'un protocole ICE (indice de continuité écologique) spécifique pour les DOM qui a démarré en fin d'année 2013 et s'inscrit dans le cadre du plan national pour la restauration de la continuité écologique. Ce travail devrait s'achever en 2014 avec la parution d'un guide spécifique aux DOM.

Le **Plan Assainissement** Guadeloupe 2012-2018 a été validé au premier semestre 2013 par les collectivités, la MISEN, l'Office de l'Eau, le Ministère des Outre Mers, l'ONEMA et la Direction de

l'Eau et de la Biodiversité du MEDDE. Ce plan permettra de poursuivre et achever la mise en conformité de l'assainissement afin d'atteindre les objectifs de bon état des eaux fixés dans le SDAGE et résorber le contentieux avec l'Europe.

En matière de connaissance, la mise en œuvre du Système d'Information des Services Publics de l'eau et de l'Assainissement (**SISPEA**) se fera progressivement en 2014.

Financements :

Le programme **FEDER-CPER 2007-2013** est en voie d'achèvement et plus de 100M€ d'aides publiques ont été engagées pour le rattrapage structurel sur des opérations concernant l'eau et l'assainissement depuis 2007.

Hydrométrie et gestion de la ressource en eau

En 2013, le réseau hydrométrique a été étendu avec la mise en service d'une **nouvelle station** implantée à Morne-à-l'eau. Les conditions du carême 2013 ont nécessité la prise de deux arrêtés de restrictions d'usages.

La création d'une cellule de veille hydrologique permettant notamment de surveiller les hautes eaux est à l'étude avec l'administration centrale. En attendant le rapport de mission du SCHAPI, 2014 sera une année transitoire axée sur la qualité des données produites (augmentation du nombre de mesures sur le terrain et traitement plus poussé de la donnée) grâce à un renforcement de l'équipe et la formation des agents.

Par ailleurs, l'année 2013 a été consacrée à la préparation d'un **plan de sécurisation de l'alimentation en eau** potable en Grande Terre qui permettra, avec l'ensemble des acteurs, d'identifier et de conduire les actions prioritaires à mettre en œuvre. En 2014, ce travail sera complété par les secteurs de Basse-Terre et Marie-Galante.

Biodiversité marine

Lutte contre le poisson-lion :

La stratégie de lutte contre l'**invasion du poisson lion** aux Antilles françaises a été validée en 2013 par le comité de pilotage Guadeloupe Martinique. La DEAL Guadeloupe a poursuivi son action de lutte au travers notamment de :

Petite terre
Negarpion brevisrostris
juin 2012 - Franck Mazéas

- la mise à jour des arrêtés d'autorisation de chasse (plus de 6500 individus ont été chassés depuis le début de l'invasion en Guadeloupe et 148 personnes sont désormais autorisées à chasser en plongée bouteille cette espèce)

- la distribution de foënes de capture associée à des sessions de formation et conférences auprès de tous les clubs de plongée et d'apnée de Guadeloupe

- des actions de coopération (atelier Caraïbes avec le CAR-SPAW et le comité régional des pêches) entre les pays de la Caraïbe (Jamaïque, Antilles néerlandaises, Dominique, République Dominicaine etc,,,) également impactés par l'invasion de poisson-lion (commercialisation, comestibilité, communication, stratégie de lutte) (photo)

Les résultats d'analyses concernant la Ciguatera s'étant révélés négatifs en Guadeloupe mais positifs dans les îles du Nord, l'année 2014 sera consacrée à promouvoir la consommation du poisson-lion en tenant compte des interdictions liées à la contamination par la chlordécone.

Recherche appliquée et connaissance :

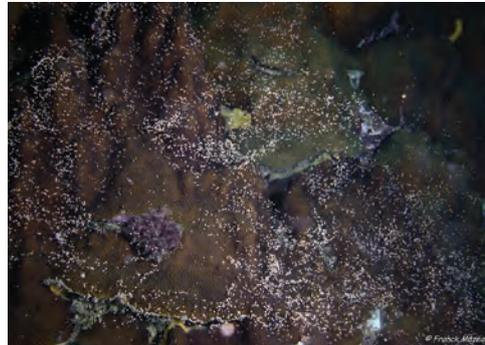
En 2013 l'opération **PLANUGWA** qui consiste à capturer et élever in vitro des larves de colonies coralliennes à des fins futures de re-ensemencement dans le milieu naturel sur des zones où les coraux ont disparu, s'est étendue à une nouvelle espèce de corail en danger de disparition en Caraïbes (*Acropora palmata*), ce qui porte l'effort de ce travail à 3 espèces

En 2014 la poursuite de cette opération financée par du FEDER permettra d'assurer le développement de ces larves en laboratoire sur les 3 espèces en question,

Pour la première fois en Guadeloupe une étude sur les **requins citrons** a permis de mettre en évidence la présence d'une nurserie de cette espèce dans la réserve naturelle de Petite Terre.

Afin de pouvoir compiler les observations et de poursuivre les études, et face à l'intérêt que cette

première étude a suscité localement, le **premier réseau d'observation des chondrichthyens** (requins et raies) devrait voir le jour en 2014 et d'autres secteurs devraient être observés (Marie-Galante, Grand Cul de sac marin).



*Ponte montastrea
vieux fort 20 aout 2011
Franck Mazéas*

Biodiversité terrestre

L'élaboration du Schéma Régional du Patrimoine naturel et de la Biodiversité (SRPNB) incluant la démarche **Trame verte et bleue** a démarré en 2013 sous le copilotage de l'Etat (DEAL) et du Conseil régional. L'année a également été marquée par la mise en oeuvre d'un chantier expérimental d'**éradication et de valorisation du bambou** conduit en partenariat avec le Parc national, l'ONF et Routes de Guadeloupe, un travail approfondi de diagnostic animé par la commune de Morne à l'Eau visant la **restauration des trames bleues et des trames vertes** de la plaine de Gripon, l'organisation d'un **débat** entre les acteurs locaux sur le projet de **loi-cadre biodiversité** actuellement en cours de préparation qui encadrera des sujets aussi essentiels que les principes directeurs, la gouvernance, l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages qui en découlent, la future Agence française de biodiversité, la simplification des dispositifs de protection, l'affichage publicitaire et les paysages. Il a permis de formuler une contribution à l'élaboration de ce projet de loi qui défend l'exceptionnelle biodiversité de la Guadeloupe et plus généralement de l'Outre-mer français.



ponte corail 18 et 19 septembre 2011 vieux fort - Franck Mazéas

VIII. Service Opérationnel de Conseil et d'Appui (SOCA)

Afin d'améliorer l'efficacité du service tout en répartissant mieux le plan de charge entre agents, une nouvelle organisation, envisagée en 2012 a été mise en place en 2013 en ce qui concerne l'affichage publicitaire et la lutte contre les constructions illicites, l'accessibilité et la sécurité des Etablissements Recevant du public et les Actions Territoriales Transversales (APLCI, ASERP, ATT). Par ailleurs un groupe de travail a été mise en place au dernier trimestre pour préparer la mise en œuvre locale des réformes engagées au niveau national (ADS, ATESAT).

Faits marquants en 2013

Polices :

En matière de lutte contre les constructions illicites, une doctrine a été élaborée en lien avec la préfecture, pour mieux cibler les actions répressives planifiées. Une opération d'ampleur a été lancée au quartier Four à Chaux à Capesterre Belle Eau . Pour ce qui concerne l'affichage publicitaire, les actions conduites ont abouti au démontage de plusieurs panneaux d'affichage.

Accessibilité:

Le service a pris en charge l'ensemble des commissions (y compris la sous-commission départementale d'accessibilité) et a initié de nouveaux contacts avec la CCI pour l'information des commerçants en prévision de l'échéance de 2015, ou l'AGSPH pour la participation au colloque sur «l'inclusion sociale des personnes en situation de handicap ». Ces contacts ont permis d'enrichir et d'élargir les relations de travail à de nouveaux intervenants.

Au total, l'unité en charge de l'accessibilité a étudié 194 dossiers des catégories 1 à 5, et a participé à 97 commissions au titre des grands rassemblements (sportifs ou culturels) et à 375 commissions de sécurité (dont 173 pour des ERP de 5ème catégorie)

Pour l'accessibilité des espaces publics, 10 communes ont délibéré pour élaborer leur plan d'accessibilité (PAVE). Plusieurs d'entre elles ont instauré un comité de pilotage pour le suivi de ce dossier.

Transversalité :

Le service a réactivé les instances de préparation des décisions interservices sur les dossiers d'aménagement (« Ateliers DEAL ») et de partage d'informations communales (système de suivi territorial). Il a aussi assuré du pilotage de dossiers transversaux (représentation de la DEAL pour l'élaboration des contrats de développement durable des territoires engagée par la région, reconstruction du Centre Hospitalier Régional, aménagement du secteur de Darbousier dans le cadre de la construction du Mémorial Acte...), certains étant évoqués en atelier DEAL (telle la réintroduction du Lamantin). L'unité de Marie Galante a par ailleurs initié et animé plusieurs réunions inter-administrations à Marie Galante (avec la DAAF, l'ARS, le conservatoire du littoral, l'ONF, la gendarmerie) en vue d'harmoniser la connaissance des dossiers entre administrations et de favoriser la coordination des interventions. Cette unité relaye localement par ailleurs les politiques portées par l'ensemble des services de la DEAL dans leur champs de compétence respectifs.

Droit des sols ADS :

Le service a apporté une contribution significative lors de réunions d'élaboration des PLU (à Port Louis, Petit Canal, Gourbeyre, Bouillante, Petit Bourg). La mise en œuvre de la nouvelle fiscalité de l'urbanisme s'est poursuivie en 2014 (2546 dossiers ont été taxés sur l'ensemble des communes de la Guadeloupe, la part correspondant aux titres émis pour cette première année de mise en oeuvre s'élevant à 2 087 838 €) ainsi que l'animation des réseaux ADS en interne

comme en externe.

De premiers contacts ont été engagés pour faciliter la prise de compétence effective sur instruction ADS par des communes de moins de 10 000 habitants (Goyave).

Globalement l'activité en application du droit des sols a concerné 2836 dossiers (dont 31 % de permis de construire ou d'aménager) dans les 18 communes bénéficiaires de l'appui de la DEAL pour l'instruction des actes d'urbanisme. Par ailleurs 15 demandes de permis de construire relevant de la compétence de l'Etat (administrations de l'Etat ou production d'énergie), une déclaration préalable et deux permis de démolir « Etat » ont été instruits dans le service.

Ingénierie de Solidarité:

Dans son rôle d'accompagnement des petites communes pour la mise en place d'outils destinés à leur permettre de mieux connaître et gérer leur patrimoine, le service a participé à l'élaboration des tableaux de classement dans 7 communes (Désirade, Gourbeyre, Deshaies, Bouillante, Petit-Canal, Terre-de-Bas et Vieux-Fort), et

a réalisé les inspections de 86 ouvrages d'art situés dans 13 communes éligibles à l'ATESAT, afin de permettre la programmation de leur entretien (Anse- Bertrand, Bouillante, Capesterre de Marie-Galante, Deshaies, Désirade, Gourbeyre, Grand- Bourg, Petit-Canal, Pointe-Noire, Port-Louis, Saint-Louis, Terre de Bas et Vieux-Fort).

Perspectives pour 2014

L'année 2014 devrait voir l'achèvement de la réorganisation issue des réformes ADS-ATESAT, et le redéploiement d'une trentaine d'agents du SOCA, mais aussi la préparation des futurs modes d'intervention en ADS. Cette année devrait aussi connaître une intensification de la préparation de l'échéance du 1er janvier 2015 en matière d'accessibilité. Enfin de nombreux dossiers opérationnels devraient connaître un démarrage effectif, voire un aboutissement en 2014 : dossiers contentieux (polices de l'urbanisme et affichage), Mémorial Act, CHU, Réintroduction du Lamantin,



CHU - transversalité

IX. Secrétariat Général (SG)

Faits marquants en 2013

- ▶ Poursuite de la mise en œuvre des dispositions de fonctionnement unifiées de la DEAL en produisant les notes d'organisation par thème (véhicule, logistique, entretien des bâtiments, commande publique, gestion du temps, réseau unifié).
- ▶ Réalisation des regroupements des services de la Grande-Terre dans les nouveaux bureaux de Dothémare commune des Abymes en Août 2013
- ▶ Renforcement du dialogue social par la mise en place du CHSCT qui s'est réuni 6 fois en 2013.

En matière budgétaire

- Engagement 103 M€ sur 7 BOP (hors masse salariale environ 25 M€ et hors crédits FEDER) dont 35 M€ projet immobilier et 61M€ LBU logement.
- Paiements 55,8 M€ sur 7 BOP ((hors masse salariale environ 25 M€ et hors crédits FEDER) dont 50 M€ LBU logement. La DEAL a mandaté 3900 factures, (dont 2350 fonctionnement 217), dans un délai moyen de 38 jours, ce qui représente une contribution à l'économie guadeloupéenne d plus de 600 emplois ou encore 1600 emplois avec le FEDE.
- Paiement FEDER environ 50 M€.

En termes de Ressources humaines

- 9 arrivées d'agents par voie de mutation à raison de 5 personnels d'encadrement (catégorie A), 1 personnels d'encadrement intermédiaire (catégorie B) ainsi que 2 agents de catégorie C.
- 1 arrivée par voie de détachement (1 catégorie B)
- 6 départs par voie de mutation (4 catégorie A, 1 catégorie B et 1 catégorie C),
- 4 départ par voie de détachement (2 catégorie A,, 1 catégorie B et 1 catégorie C)
- 5 départs en retraite (2 catégorie B et 3 catégorie C)

- 1 départ volontaire catégorie A

En 2013, la balance entre les arrivées et les départs a été négative de 6 agents soit 2 % des effectifs alors que la baisse moyenne annuelle est de l'ordre de 8 à 10 agents par an, soit 3% . A ce jour, elle est gérée avec une forte anticipation permettant de réorganiser les structures impactées par les réformes (paye PSI en 2012, ADS en 2013 ...) sans créer de tensions excessives. La gestion du personnel de la DM assurée par la DÉAL avec un service employeur de proximité au sein de la DM depuis 2011. Les modalités opérationnelles font l'objet d'une convention en cours de signature.

L'effort de formation

- Nombre de journées stagiaires 2013 : 684 journées dont 548 journées consacrées à la formation stratégique et 136 pour la préparation aux concours (PEC).

Les formations en Guadeloupe permettant une large participation DEAL (formation/action) se sont développées par filière en 2013 : aménagement, ADS, management et gestion des conflits (interministériel), habilitation électrique, risques psychosociaux.

- Nombre moyen de journées par agent : 3,5 journées par agent.
- Promotion par voie de concours (diminution par rapport à l'année précédente : 7 admis en 2013, 16 admis 2012 et 10 en 2011).
 - **Catégorie A A+ :** 2 admis et 9 admissibles
 - **Catégorie B :** 3 agents admis 6 admissibles
 - **Catégorie C :** 2 agents admis 13 admissibles

Le nombre d'admissibles restent toujours très important en 2013, cependant le nombre d'admis au concours a diminué.

Le Dialogue social

Un comité technique s'est tenu le 5 mars 2013 le CSHSCT s'est réuni à 6 reprises, en plus des réunions mensuelles de concertation avec les OS.



Sanint-Phy - PARC atelier

Perspectives 2014

En matière de ressources humaines, les perspectives 2014 sont tendues, avec une interdiction de recruter en externe des catégories B et C en sur effectif. Les ajustements de structure seront poursuivis.

En 2014, l'accent sera mis sur l'amélioration des conditions de travail (dégradées sur les sites de la Basse-Terre) et la poursuite de l'amélioration de la gestion du budget de fonctionnement qui a connu des résultats significatifs en 2013.



Voeux - Eden Palm

DONNEES GENERALES GUADELOUPE

POPULATION		Guadeloupe	France (y/c DOM)
	Nombre d'habitants (INSEE/RP 2011)	404 635	64933400
	part population française	0,6%	
	Superficie en km2	1 628	
	Densité de population : nombre d'habitants au km2	248,5	
	Nombre de communes	32	
ECONOMIE ledom		Guadeloupe	France
	taux croissance PIB en volume 2012	0,6%	0%
	PIB par habitant en euros 2012 (provisoire) (INSEE)	19 810	31076
	taux inflation 2013 (en glissement annuel)	0%	0,9%
	taux chômage BIT 2013 (INSEE)	26,2%	10,2 %
	nombre DEFM A (y/c îles du nord)	60 570	
	Importations (en millions d'euros) (douanes)	2 747,4	
	Exportations (en millions d'euros) (Douanes)	264,5	
	taux couverture (= exportations/importations*100)	9,6 %	
ENVIRONNEMENT			
	Nombre de sites classés (DAC)	6	
	Nombre de sites inscrits (DAC)	4	
	Superficie classée en réserve de biosphère (ha) (MNHN)	247 040	
	Nombre d'espèces protégées	213	
	Nombre d'espaces remarquables	145 (L146-6)	
	Nombre de masses d'eau en bon état	19	
	Autorisations loi sur l'eau	2	
	Déclarations loi sur l'eau	43	

RISQUES			
	Nombre de PPRN approuvés	32	
	Nombre de PPR technologique	1	
	Nombre de plans particuliers d'intervention (PPI)	1	
INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)			
	Établissements autorisés :	128	
	dont carrières :	27	
	dont établissement relevant de la directive SEVESO :	3	
	Nombre de CLIC :	3	
	Nombre de sites pollués :	30	
HABITAT			
	Nombre de résidences principales (INSEE/RP 2011)	166 297	
	Nombre de logements sociaux locatifs (RPLS au 01/01/2013)	31 637	
	% logements sociaux locatifs /résidences principales (RPLS 2013/INSEE-RP 2011)	19%	
ACTIVITE TRANSPORTS			
portuaire PAG			
	Trafic marchandises en t (Guadeloupe Port Caraïbes)	3 640 079	
	Passagers 2013 (Guadeloupe Port Caraïbes)	889 086	
Aérien POLE CARAIBES			
	Trafic passagers: nombre 2013 (aéroport Pôle Caraïbes)	1 963 609	

INDICATEURS ACTIVITE DÉAL GUADELOUPE

		2010	2011	2012	2013
I. AIDES ETAT AU LOGEMENT					
1.1 LOGEMENT – AIDES AU LOGEMENT SOCIAL					
logement locatif social	Logements sociaux livrés (financements années antérieures)	1158	1065	1446	1294
	Logements sociaux réhabilités (y compris parasismique)	272	475	828	638
	Logements locatifs sociaux neufs financés dans l'année	1 505	1 609	1 390	1 608
	Crédits paiement en millions d'euros	36,8 M€	41,4 M€	31,2 M€	34,6 M€
	crédits engagés en millions d'euros	47,6 M€	48,3 M€	40,4 M€	39,7 M€
1.1a - LOGEMENT – ACCESSION A LA PROPRIÉTÉ SOCIALE					
accession propriété sociale LES groupés	Nombre de logements financés	66	34	49	11
	Subventions accordées	3 M€	1,4 M€	2,4 M€	0,7 M€
accession propriété sociale LES diffus	Nombre de logements financés	18	8	11	12
	Subventions accordées	0,5 M€	0,2 M€	0,3 M€	0,3 M€
1.1b - LOGEMENT – RHI (RESORPTION HABITAT INSALUBRE)					
	AP engagés (en millions d'€)	11,4 M€	10 M€	9,7 M€	9,5 M€
	CP dépensés (en millions d'€)	14,9 M€	10,3 M€	9,3 M€	8,8 M€
1.2 LOGEMENT – AIDES AU LOGEMENT PRIVE					
propriétaires occupants :	Nombre de dossiers financés LBU	374	507	522	441
	Subventions accordées	6,2 M€	8,5 M€	8,7 M€	7,2 M€
propriétaires bailleurs :	Nombre de logements financés ANAH	45	8	15	6
	Crédits en millions d'euros	1 M€	0,4 M€	0,2 M€	0,1 M€
1.3 SOUS TOTAL LBU (BOP 123 action 1)					
	crédits engagés en millions d'euros			61,8 M€	57,8 M€
	crédits mandatés en millions d'euros			50 M€	53,1 M€
1.4 ANRU RÉNOVATION URBAINE					
	Subventions	6,8 M€	1,3 M€	55,4 M€	91,06 M€
	Mandatements	4,6 M€	4,3 M€	21,6 M€	13,84 M€
	Nombre de dossiers	25	33	48	47
II. TRANSPORTS					
NB Entreprises de transports de Marchandises	Transporteurs publics au registre	582	561	583	581
	Transporteurs publics en règle	383	511	321	457

		2010	2011	2012	2013
NB Entreprises de transports de Voyageurs	Transporteurs publics au registre	294	252	262	275
	Transporteurs publics en règle	245	224	150	(c)
CONTROLES REALISES EN COORDINATION AVEC LES FORCES DE L'ORDRE SUR ROUTE :					
nombre de véhicules contrôlés	Marchandises	387	369	417	303
	Voyageurs	177	169	180	135
	PV dressés	28	94	186	93
nombre de véhicules pesés	Marchandises	553	523	711	528
	dont véhicules en infraction			254	142
nombre de véhicules en infraction	Marchandises	408	52	55	30
	Voyageurs	57	42	91	53
nombre de véhicules sans infraction	Marchandises	302	317	362	273
	Voyageurs	121	127	89	82
nombre de certificats professionnelle délivrés	Marchandises < 3,5 T	44	41	42	6
	Marchandises + 3,5 T	26	27	53	27
	Voyageurs	24	18	36	35
	Commissionnaire	6	6	14	9
III. FONDS EUROPÉENS					
PO 2007-2013	Nombre de dossiers programmés	53	54	74	61
	Montants (en millions d'€)	70,5	150,8	129,8	100,9
ETAT-CPER 2007-2013	Nombre de dossiers programmés	19	13	14	20
	Montants (en millions d'€)	9,4	34,7	21,4	28,1
IV. ÉDUCATION ROUTIERE					
nombre de permis de conduire passés	A	599	624	720	(a) 769
	B	5 922	6 328	6 647	(a) 6543
	EC	451	499	617	(a) 611
	ETG	6 615	8 166	7 892	(a) 8113
	TOTAL	13 587	15 617	15 876	(a) 16036
	Taux de réussite au code :	50%	50%	51%	(b) 53 %
	Taux de réussite Permis B :	43%	46%	46%	(b) 48 %
	Délai moyen attente examen conduite permis B (jours)			20	(b) 80
V. AMENAGEMENT					
ADS droit DES SOLS					
communes (DEAL instruit 18 communes sur les 32) soit les communes moins 10000 hab	Nombre de permis de construire communaux instruits par la DEAL	1 103	1 188	869	855
	Nombre de déclarations préalables communales instruites par la DEAL	788	684	556	610
	Nombre de permis d'aménager instruits par la DEAL pour communes	26	28	19	28
permis compétence Etat	Nombre de permis de construire État instruits par la DEAL	41	28	16	15

		2010	2011	2012	2013
Montant des taxes liquidées	TLE des dossiers antérieurs au 1er mars 2012	229 023	1 989 394	1 039 823	
	TA des dossiers postérieurs au 1er mars 2012		TA calculée	non liquidée	2 087 838
	Autres taxes (TDCAUE, TDENS, PVR, VSD, RAP)	133 846	1 767 664	617 722	
PLU plans locaux urbanisme	Nombre de PLU en cours de révision	30	29	28	28
	Nombre d'avis État sur les PLU	2	1	1	3
	Nombre de réunions et avis hors instruction sur PLU en cours			29	40 et 14
	Part population couverte par PLU à jour			24%	28%
	Nombre de dossiers CDAC et CDACI instruits	2	6	10	5
	Nombre de notes d'observation DUP émises			12	10
	contentieux	Nombre de dossiers instruits	61	50	46
Domaine Public maritime	Surface gérée (ha)	4 780	4 780	4 780	4 780
	Nombre d'AOT délivrés	33	17	31	9
	Nombre d'avis sur les cessions de DPM 50 Pas	241	395	608	1050
VI. EAU / BIODIVERSITÉ					
LOI SUR L'EAU : NOMBRE DE DOSSIERS INSTRUITS	Dossiers d'autorisation	1	11	11	2
	Dossiers de déclaration	21	47	32	43
Espèces protégées	Certificats CITES			109	90
	Dérogations délivrées		54	19	23
ANIMATION COORDINATION	Nb de réunions de réseau (coordination polices environnement, MIPE, MISEN, STB...)		1	3	(d) 12
APPUI AUX PORTEURS DE PROJETS	Nb de demandes de financement de projets structurants instruites (FEDER, ONEMA, CPER, OE, FEI, ...)				(e) 48
VII. ESPACES NATURELS					
	Nombre de classements nouveaux (sites, réserves naturelles)	0	1		
VIII. PREVENTION DES RISQUES					
	Nombre de PPR approuvés	5	1	5	0
	Nombre de PPR mis à l'enquête publique	1	0	0	0
	Plan Séisme : Nombre d'écoles primaires financées		10	5	8

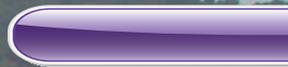
Légende

- (a) les données du 4ème trimestre 2013 concernant les permis de conduire ne sont pas encore disponibles, les chiffres ont été donnés au prorata des trois premiers trimestres de l'année 2013
- (b) ne concerne que les trois premiers trimestres de l'année 2013
- (c) donnée non consolidée, l'état du registre voyageurs ne permet pas de donner de chiffre même approximatif
- (d) En 2013 : 1MISEN stratégique + 7 réunions coordination polices environnement + 4 réunions STB ; entre 2011 et 2012, 4 réunions STB
- (e) 7FEDER+4ONEMA+1BOP123+7FEI pour eau/assain, 15 FEDER et 14 CPER/BOP 123 pour biodiversité (nombre total de demandes instruites)

		2010	2011	2012	2013
IX. INDUSTRIE INSTALLATIONS CLASSEES POUR PROTECTION ENVIRONNEMENT ICPE					
	Nombre de demandes d'autorisation délivrées	7	8	4	4
	Nombre d'arrêtés complémentaires signés	8	12	13	17
	Nombre d'arrêtés de mesure d'urgence	1	0	0	1
	Nombre d'arrêtés de mise en demeure signés	23	35	12	13
	Nombre de procès verbaux dressés dans l'année	6	10	2	3
	Visites d'inspection	36	51	52	62
	• inopinées	12	10	0	6
	• approfondie		36	38	46
	dont relevant de la directive SEVESO	4	2	3	2
	Nombre de plaintes	3	4	3	6
	Inspections installations en déclaration	1	0	1	4
X. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE					
	Cadrage préalable		1	5	12
	Avis de l'autorité environnementale	19	13	7	12
	Examen au cas par cas			16	52
	Autres avis (hors procédure)			4	1
XI. CREDITS GERES (hors FEDER)					
	nombre de BOP (6BOP+1UO+FPRNM+ANRU)	9	10	10	9
	nombre de mandatemets	1 695	4 398	4 386	3439
	crédits engagés en euros (Hors titre 2 et hors FEDER) avec ANRU en 2013	191 720 794	74 339 224	95 807 880	172 165 959
	crédits mandatés en euros (Hors titre 2 et hors FEDER) avec ANRU en 2013	4 119 961	67 807 719	55 967 685	73 693 566
	crédits titre 2 (salaires DÉAL) en euros avec ANRU en 2013				18 000 000
XII. RESSOURCES HUMAINES crédits 2 (salaires)					
	nombre d'agents (total dont A , B , C)	399	334	325	322
	départs	10	34	14	18
	arrivées	19	22	23	12
XIII. SECURITE DES VEHICULES					
	Nombre de centres contrôles techniques VL inspectés			12	12
	Nombre de centre de contrôle technique PL inspectés			1	0
	Nombre de supervision de de contrôle de véhicules lourds réalisées			21	20
	Nombre de réception à titre isolé réalisées			134	148
	Nombre de certificats d'agrément Matière Dangereuses (ADR) délivrés			14	8
	Nombre d'attestation d'aménagement TCP délivrés			6	18
XVI. ENERGIE					
	Production d'énergie électrique			1726 GWh	1729 GWh
	Pourcentage des énergies renouvelables dans le mix énergétique			15,6	17,4
	Nombre d'ouvrages (lignes et postes) autorisés			0	1

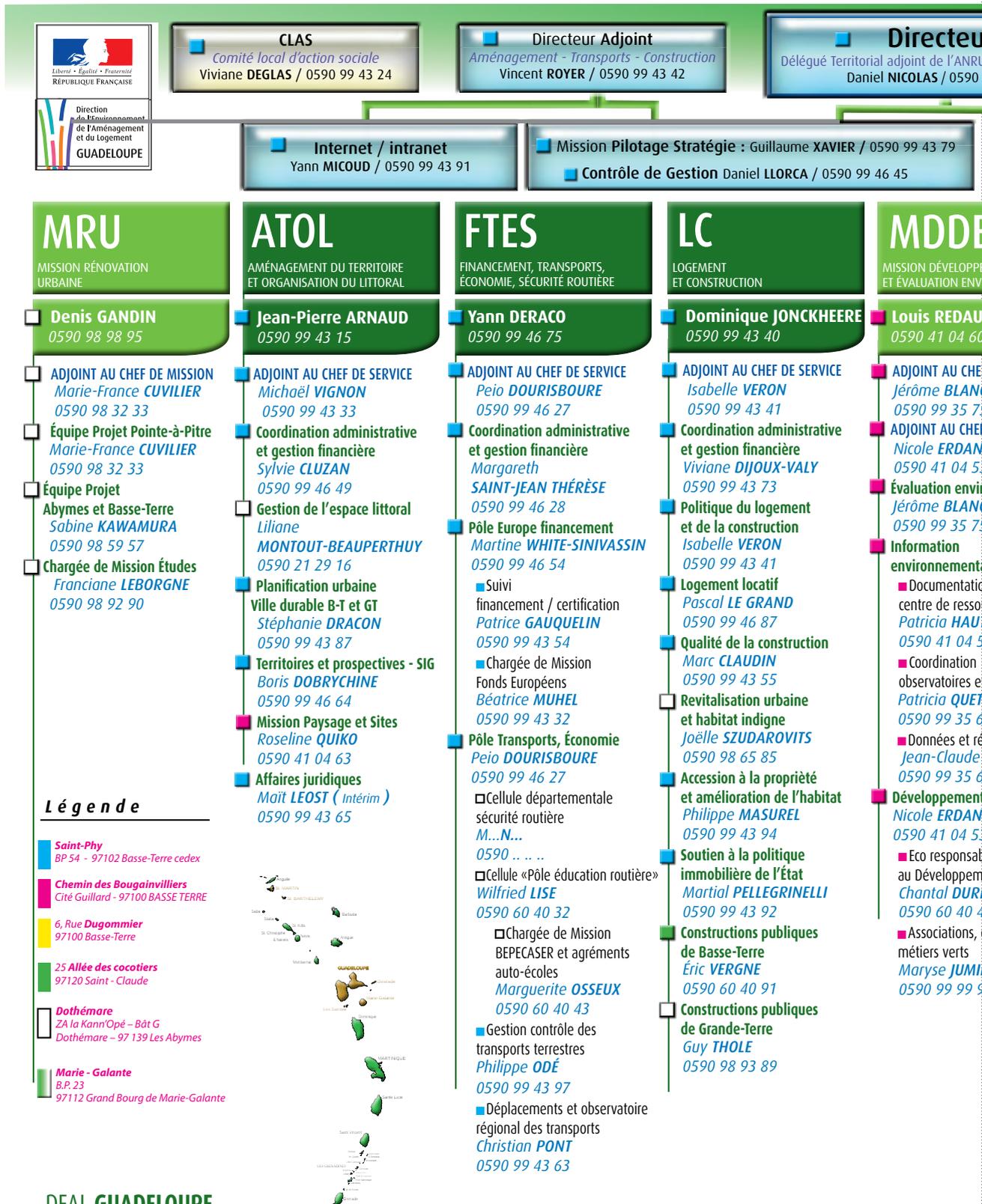
Tableau de bord des BOP – Consommation 2013

« BOP 113 PEB Paysage, Eau et Biodiversité »	Consommation AE	Consommation CP	BOP 113 PEB Paysage, Eau et Biodiversité	Nombre de DP	170
	1 490 484	1 520 715		Délai moyen gestionnaire	26,39
BOP 135 UTAH Urbanisme, Terri- toires et amélio- ration de l'Habitat	Consommation AE	Consommation CP	BOP 135 UTAH Urbanisme, Terri- toires et amélio- ration de l'Habitat	Délai moyen transmission PJ	2,85
	81 712	229 700		Délai de visa	2,57
BOP 181 PR Prévention des Risques	Consommation AE	Consommation CP	BOP 181 PR Prévention des Risques	Délai de rapprochement	2,39
	3 437 000	229 700		Délai global de paiement	34,20
BOP 203 IST Infrastructure et Services de Transport	Consommation AE	Consommation CP	BOP 203 IST Infrastructure et Services de Transport	Nombre de DP	32
	50 300	50 300		Délai moyen gestionnaire	59,28
BOP 207 SER Sécurité et Éducation Routières	Consommation AE	Consommation CP	BOP 207 SER Sécurité et Éducation Routières	Délai moyen transmission PJ	3,50
	160 972	163 619		Délai de visa	1,84
BOP 217 CPPEEDDM Conduite et Pilotage des Politiques de Écologie, du Développement Durable et de la Mer	Consommation AE	Consommation CP	BOP 217 CPPEEDDM Conduite et Pilotage des Politiques de Écologie, du Développement Durable et de la Mer	Délai de rapprochement	4,72
	2 564 729	2 627 355		Délai global de paiement	69,34
SS TOTAL CONSOMMATION relevé DRFIP	Consommation AE	Consommation CP	BOP 181 PR Prévention des Risques	Nombre de DP	64
	7 785 197	4 821 389		Délai moyen gestionnaire	17,80
BOP 123 action 1 logement (UO DEAL sur BOP préfecture outremers)	Consommation AE	Consommation CP	BOP 203 IST Infrastructure et Services de Transport	Délai moyen transmission PJ	1,72
	57 817 462	52 554 638		Délai de visa	0,61
Fonds Barrier FPRNM	Consommation AE	Consommation CP	BOP 207 SER Sécurité et Éducation Routières	Délai de rapprochement	2,56
	15 503 300	2 477 539		Délai global de paiement	22,69
ANRU	Consommation AE	Consommation CP	BOP 217 CPPEEDDM Conduite et Pilotage des Politiques de Écologie, du Développement Durable et de la Mer	Nombre de DP	33
	91 060 000	13 840 000		Délai moyen gestionnaire	6,33
TOTAL DEAL	Consommation AE	Consommation CP	SS TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	Délai moyen transmission PJ	4,03
	172 165 959	26 394 391		Délai de visa	0,58
			BOP 123 total	Délai de rapprochement	1,76
				Délai global de paiement	12,70
			Fonds Barrier FPRNM	Nombre de DP	425
				Délai moyen gestionnaire	44,96
			ANRU	Délai moyen transmission PJ	3,61
				Délai de visa	0,46
			TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT hors FPRNM	Délai de rapprochement	1,94
				Délai global de paiement	50,97
			TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT hors FPRNM	Nombre de DP	1 778
				Délai moyen gestionnaire	24,36
			TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT hors FPRNM	Délai moyen transmission PJ	3,48
				Délai de visa	0,57
			TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT hors FPRNM	Délai de rapprochement	2,46
				Délai global de paiement	30,87
			TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT hors FPRNM	Nombre de DP	2 402
				Délai moyen gestionnaire	27,25
			TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT hors FPRNM	Délai moyen transmission PJ	3,41
				Délai de visa	0,71
			TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT hors FPRNM	Délai de rapprochement	2,41
				Délai global de paiement	33,78
			TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT hors FPRNM	Nombre de DP	952
				Délai moyen gestionnaire	
			TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT hors FPRNM	Délai moyen transmission PJ	
				Délai de visa	
			TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT hors FPRNM	Délai de rapprochement	
				Délai global de paiement	34,20
			TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT hors FPRNM	Nombre de DP	28
				Délai moyen gestionnaire	
			TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT hors FPRNM	Délai moyen transmission PJ	
				Délai de visa	
			TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT hors FPRNM	Délai de rapprochement	
				Délai global de paiement	0,00
			TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT hors FPRNM	Nombre de DP	47
				Délai moyen gestionnaire	
			TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT hors FPRNM	Délai moyen transmission PJ	
				Délai de visa	
			TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT hors FPRNM	Délai de rapprochement	
				Délai global de paiement	0,00
			TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT hors FPRNM	Nombre de DP	3 382
				Délai moyen gestionnaire	27,25
			TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT hors FPRNM	Délai moyen transmission PJ	3,41
				Délai de visa	0,71
			TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT hors FPRNM	Délai de rapprochement	2,41
				Délai global de paiement	33,90



Gourbeyre

Organigramme



ORGANIGRAMME

Mise à Jour : 22 Janvier 2014

...
... / Délégué de bassin
... 99 43 21

■ **Directeur Adjoint**
Management - Risques - Ressources Naturelles
Mario **CHARRIERE** / 0590 99 43 20

GROUPE Paysage et Sites
Roseline **QUIKO** / 0590 41 04 63
Paysagistes conseil :
Yolande **HESSOU** / 03 84 24 18 23
Jean-Pierre **SAURIN** / 05 90 99 35 60
Architecte conseil :
Aline **HANNOUZ** / 04 93 65 23 24

■ **Cabinet / Communication Interne**
Suivi des dossiers signalés
Sylvie **DEDIEU** / 0590 99 43 76

■ **Communication Externe**
Presse - Coopération régionale
Nady **VIAL-CABRERA** / 0590 99 46 40

EE
...EMENT DURABLE
...IRONNEMENTALE

D
...

F DE MISSION
CHET

DE MISSION

onnementale
CHET

ale
urce

CASTEL

t statistiques
IER

férentiels
ROMAGNY

1
urable

3
ibilité, Education

ient Durable
AMEL

6
entreprises,

NER
0



RED

RISQUES ÉNERGIE
DECHETS

- **Didier RENARD**
0590 38 03 55
- **ADJOINT AU CHEF DE SERVICE**
Chrystel SGARD
0590 38 03 60
- **ADJOINT AU CHEF DE SERVICE**
Guillaume STEERS
0590 60 40 84
- **Coordination administrative et gestion financière**
France-Lise LÉONIDAS
0590 38 03 53
- **Pôle risques technologiques déchets**
Chrystel SGARD
0590 38 03 60
- **ICPE Risques majeurs**
Chrystel SGARD
0590 38 03 60
- **Air, Risques accidentels**
Nicolas LAPENNE
0590 38 03 61
- **Déchets**
Sandrine MORICEAU
0590 38 03 66
- **Eau sols pollués**
Nathalie BOURJAC
0590 38 03 57
- **Carrières explosifs**
Francebert FRANCONY
0590 38 03 58
- **Appui administratif déclarations**
Annie JULIANUS
0590 38 03 49
- **Pôle risques naturels**
Guillaume STEERS
0590 60 40 84
- **Gestion de crise/défense**
Gérard LOUSTALOT
0590 99 43 50
- **Prévention des Risques naturels B-T**
Marc FELICITE
0590 60 40 86
- **Prévention des Risques naturels G-T**
Philippe THENARD
0590 38 03 62
- **Plan Séisme Antilles**
Françoise VARIN
0590 60 40 85
- **Inondations**
Aude COMTE
0590 60 40 79
- **Contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques**
Laure SIMON
0590 60 40 73
- **Pôle énergie climat véhicules**
Philippe EDOM
0590 38 03 48
- **Énergie**
Philippe EDOM
0590 38 03 48
- **Climat qualité de l'air**
Pascal LI-TSOË
0590 38 03 47
- **Réception et contrôle technique des Véhicules**
Jean-Paul GENGUELOU
0590 38 03 51

RN

RESSOURCES
NATURELLES

- **Pascale FAUCHER**
0590 99 35 78
- **ADJOINT AU CHEF DE SERVICE**
Didier LOPEZ
0590 41 04 61
- **ADJOINT AU CHEF DE SERVICE**
Marc LEROY
0590 41 04 54
- **Coordination administrative et gestion financière**
Colette HULMAN
0590 99 35 64
- **Pôle Biodiversité**
Didier LOPEZ
0590 41 04 61
- **Biodiversité marine**
Franck MAZEAS
0590 41 04 56
- **Mélina LAURENT**
0590 99 99 91
- **Biodiversité terrestre**
Pierre BOESCH
0590 41 04 58
- **Luc LEGENDRE**
0590 41 04 55
- **Katy BAUCHAUD**
0590 99 99 92
- **Pôle Eau**
Marc LEROY
0590 41 04 54
- **Financements**
Christine VIGNON
0590 99 35 67
- **Police de l'eau de Basse-Terre**
Cyril DELHAISE
0590 99 35 69
- **Police de l'eau de Grande-Terre**
Yolande GALL
0590 60 41 21
- **Coordination polices de l'environnement**
Muriel REGARD-ALCHAKKI
0590 21 29 21
- **Politique de l'eau**
Catherine BADLOU
0590 99 35 79
- **Qualité de l'eau et DCE**
Aurélié DERACO
0590 99 35 63
- **Gestion quantitative de l'eau**
Fabien BARTHELAT
0590 99 35 68
- **Hydrométrie**
Caroline QUERE
0590 60 41 26

SOCA

SERVICE OPÉRATIONNEL
DE CONSEIL ET D'APPUI

- **Etienne JACQUES**
0590 98 92 92
- **ADJOINT AU CHEF DE SERVICE**
Alexandre BERGE
0590 98 91 91
- **Accessibilité et sécurité des ERP**
Jérôme VALERIN (Intérim)
0590 98 80 01
- **Affichage Publicitaire et lutte contre les constructions illicites**
Marcel NAGERA
0590 98 59 60
- **Actions Territoriales Transversales**
Alexandre BERGE
0590 98 91 91
- **Modernisation de l'espace public et du Patrimoine**
Daniel HALIAR
0590 98 93 90
- **Mission Territoriale Marie-Galante**
Jean-Luc TRANCHOT (Intérim)
0590 60 40 21
- **Pôle ADS**
Lydia DÉMÉTRIUS
0590 60 40 71
- **Application du Droit des sols B-T**
Lydia DÉMÉTRIUS
0590 60 40 71
- **Application du Droit des sols G-T**
Emmanuel MACAL
0590 98 79 99



SG

SECRÉTARIAT
GÉNÉRAL

- **Christian BELLEBON**
0590 99 43 17
- **ADJOINT AU CHEF DE SERVICE**
Mohamed IHAMMOUINE
0590 99 46 92
- **Bureau administratif**
Marie-Denise ARMAND
0590 99 43 57
- **Pôle Ressources Humaines**
Mohamed IHAMMOUINE
0590 99 46 92
- **Service employeur DEAL**
Patricia MARIE
0590 99 43 07
- **Formation concours et GPEC**
Agnès LARIFLA
0590 60 41 01
- **Médico social**
Joselyne ABON
0590 99 43 12
- **ASP**
Alain ROMAIN
0590 99 43 58
- **Pôle Logistique**
M... N...
0590 99 46 13
- **Budget - Contrats - Marchés**
Monique GRENOT
0590 99 46 43
- **Mission nouveaux locaux**
Richard WOZNIAK
0590 99 43 30
- **Moyens Généraux**
- Gestion administrative
Jeannine FOGGEEA
0590 99 43 90
- Logistique / bâtiments
Pierre TAMBY
0590 99 43 37
- **Véhicules et matériels**
André BERGOZ
0590 99 43 70
- **Chorus et marchés**
Rosiane PÉROUMAL
0590 99 43 38
- **Informatique**
Rosan DOUARED
0590 99 43 96
- **Archives**
Mathurin RÉGENT
0590 99 46 96
- **Logistique GT**
Denis JUNG
0590 60 40 51

Souvenirs



Loi cadre-Biodiversité



©Nady Vial-Cabrera

Pak bòdlanmè é bò rivyè



Départ à la retraite



projet de tramway TCSP



formation DSD Géologique

INAUGURATION DOTH



Année 2013

Octobre 2013

CLAS Journée SANTÉ



ÉMARE



Novembre 2013



**Ministère de l'Écologie,
du Développement durable
et de l'Énergie**

Direction de l'Environnement
de l'Aménagement, et du Logement
de la Guadeloupe

B.P. 54 - Saint-Phy
97 102 Basse-Terre - cedex
Tél. 05 90 99 46 46

